

# Point de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur divers dossiers de politique étrangère, notamment la lutte contre le réchauffement climatique et sur la question du Proche-Orient, à New York le 24 septembre 2007.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais vous rendre compte des entretiens que nous avons eu Jean-Louis BORLOO, Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, Bernard KOUCHNER.

Tout d'abord, au nom de la France et de l'Union européenne, nous avons rappelés dans quelles conditions nous faisons du défi climatique une priorité absolue de l'action de la France. Nous voulons des décisions tout de suite, maintenant, immédiatement, parce que demain ce sera trop tard. Et ce trop tard, c'est deux degrés de plus. Avec deux degrés de plus, le point de non-retour est atteint. La France luttera de toutes ses forces pour que le défi climatique soit relevé.

J'ai eu un certain nombre d'entretiens avec des chefs d'Etat. Avec le Président DOS SANTOS, je crois pouvoir dire qu'une page est définitivement tournée, celle des mauvaises relations entre l'Angola et la France, le Président DOS SANTOS m'a invité à me rendre en Angola au début de l'année 2008, j'irai avec Bernard KOUCHNER, et au préalable, je demanderai à Jean-Marie BOCKEL de faire une visite préparatoire.

J'ai rencontré la Présidente du Chili, Madame BACHELET et le Président KARZA à qui j'ai redit l'engagement déterminé de la France au service d'un Etat afghan indépendant. Je me rendrai en Afghanistan au printemps 2008.

J'aurai beaucoup de rendez-vous cet après-midi, un dîner avec dix-neuf chefs d'Etat et M. BAN Ki Moon ce soir, et bien sûr, je prendrai la parole devant l'Assemblée générale des Nations Unies demain matin.

Sur l'Iran, j'ai dit dans le New York Times et dans le International Herald Tribune tout ce que j'avais à dire.

QUESTION - Ce matin, Monsieur le Président, suite inaudible.....

LE PRESIDENT - J'ai compris. On m'a même demandé si je croyais à cela. Je n'ai pas à commenter les déclarations des uns et des autres. J'ai exprimé au nom de la France une position s'agissant de l'Iran. Il y a des traités internationaux, ces traités internationaux prévoient la non-prolifération de l'arme atomique militaire. Les dirigeants iraniens se sont mis en infraction avec les règles internationales sur cette question du nucléaire militaire, cela doit cesser. Voilà, c'est ma position, et cette position me semble conforme avec les règles internationales.

QUESTION - Monsieur le Président, il y a un écart entre l'attitude canadienne et nord américaine face à l'environnement et les pays européens. Comment vous expliquez cet écart dans l'attitude et est-ce que vous avez espoir que cet écart puisse être réconcilié ?

LE PRESIDENT - Ecoutez, s'agissant du Canada, il a ratifié le protocole de Kyoto à ma connaissance. J'ai vu Monsieur HARPER à plusieurs reprises, je l'ai trouvé très engagé dans la lutte pour la protection de l'environnement, même si, avec honnêteté, il reconnaît qu'il ne sera pas au rendez-vous. De toute manière, ce n'est pas la question du Canada ou de tel ou tel pays. Le défi climatique, c'est une question universelle. C'est bien pourquoi je crois que la seule

enceinte légitime et efficace, c'est l'enceinte de l'ONU. Nous devons tous participer à la préservation des équilibres de notre planète.

QUESTION - Inaudible

LE PRESIDENT - Juste un mot. Sur la Colombie, je verrai le Président URIBE demain. J'ai vu Mélanie BETANCOURT, hier. L'obsession de la France, c'est qu'Ingrid BETANCOURT soit rendue à sa famille dans les plus brefs délais et tous ceux qui pourront aider à la solution de ce drame seront les bienvenus. C'est la raison pour laquelle j'ai eu plusieurs entretiens téléphoniques avec Monsieur Hugo CHAVEZ. Je l'ai invité en France et son intermédiation est la bienvenue.

QUESTION - Monsieur le Président, vous allez rencontrer, cet après-midi, Monsieur Mahmoud HABBAS, à un mois et demi d'une Conférence sur le Proche Orient qui est convoqué par Washington. Quel va être votre message et d'attendez-vous pour que concrètement on avance sur le processus de paix ?

LE PRESIDENT - Vous savez, nous en avons beaucoup parlé avec M. KOUCHNER. J'ai déjà vu Mahmoud HABBAS. La France le soutient et la France dit à nos amis israéliens comme à Monsieur Mahmoud HABBAS, que nous soutenons c'est maintenant qu'il faut faire un effort pour faire aboutir un accord. Je ne crois pas que le temps soit un allié. La situation est suffisamment préoccupante pour que tout le monde mette ses conditions sur la table, fasse les efforts nécessaires pour aboutir à la sécurité d'Israël et à un Etat nation palestinien. Voilà, c'est cela que nous voulons et Mahmoud HABBAS, est un interlocuteur crédible, respectable, que nous soutenons. Par ailleurs, j'aurai des contacts avec un très proche collaborateur de Monsieur Ehud OLMERT, qui me sera envoyé par le Premier ministre israélien en France, et je lui dirai la même chose, c'est maintenant qu'Israéliens et Palestiniens doivent se tendre la main, doivent aller l'un vers l'autre, c'est maintenant, et croyez bien que la France fera tout ce qui est en son pouvoir pour rassurer des interlocuteurs qui ont besoin de se faire confiance.

QUESTION - Inaudible LE PRESIDENT - Monsieur CHAVEZ, ce n'est prévu que je le rencontre spécifiquement, mais Monsieur CHAVEZ viendra en France au mois de novembre et je l'ai eu trois ou quatre fois au téléphone ces quinze derniers jours.